

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'incendie et de l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 24 décembre 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant le statut administratif du personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale" après avoir examiné l'affaire en ses séances des 2, 9 et 16 mars 1998, a donné à cette même date l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 december 1997 door de Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 2, 9 en 16 maart 1998, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le projet entend fixer le statut administratif du personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Si l'avis L. 27.261/4, donné le 2 mars 1998 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les règles de fonctionnement du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale", peut être transposé à la présente demande d'avis, il doit cependant être nuancé quand il s'agit de fixer le statut administratif du personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, et ce, compte tenu des articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Ces deux dispositions ont habilité le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à transférer les membres du personnel de l'Agglomération bruxelloise à un organisme d'intérêt public (1) et prévoient que "le statut juridique de ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur aussi longtemps que les autorités auxquelles ils sont transférés n'auront pas fait usage de leur compétence en la matière".

(1) Ce transfert de membres du personnel de l'Agglomération bruxelloise au Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale a été réalisé par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er avril 1993 (Moniteur belge du 3 juin 1993, p. 13.398).

Ayant transféré ces personnes au Service d'incendie et d'aide médicale urgente, organisme d'intérêt public de la catégorie A, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, agissant en tant qu'autorité régionale, est compétent pour fixer le statut de ces personnes, dans le respect des dispositions de la loi spéciale précitée et notamment de son article 56.

La question se pose toutefois de savoir si, eu égard à la matière sur laquelle porte le projet, la Région de Bruxelles-Capitale est tenue d'observer les règles générales prises par le Roi en vertu des articles 9, § 1er, alinéa 2, et 13, § 3, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile (1).

Tant la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, que la loi ordinaire du 16 juillet 1993 ayant le même objet, expriment la volonté du législateur de maintenir la matière de la protection civile dans la sphère du pouvoir fédéral.

(1) "Il (le Roi) arrête les dispositions générales dans les limites desquelles est fixé le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitement, les indemnités et les allocations ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie." (article 9, § 1er, alinéa 2).

"Le Roi établit les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie." (article 13, § 3).

Ainsi, l'article 6, § 1er, VIII, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980, tel qu'il a été modifié par les lois des 8 août 1988 et 16 juillet 1993, exclut expressément la compétence des Régions à l'égard des associations de provinces et de communes, pour ce qui a trait à la tutelle spécifique en matière de lutte contre l'incendie.

Ainsi encore, en insérant au paragraphe 4 de l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles un 6°, la loi spéciale du 16 juillet 1993 a limité exclusivement l'association des Gouvernements des entités fédérées à "l'élaboration de dispositions fédérales générales prévues à l'article 9, § 1er, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile".

De son côté, la loi ordinaire du 16 juillet 1993 précitée, en modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, poursuit deux objectifs (1) :

- d'une part, renforcer le rôle de l'autorité fédérale en matière de protection civile en prévoyant expressément le pouvoir du Roi de fixer les règles générales du statut des membres du personnel des services d'incendie, et ce à l'égard de l'ensemble des services d'incendie, c'est-à-dire tant les services communaux et intercommunaux, que le Service d'incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;
- d'autre part, compte tenu de la particularité de la situation juridique de la Région de Bruxelles-Capitale,

(1) Doc. parl. Ch., sess. 92-93, n° 897/1, pp. 70 et 71.

supprimer à l'égard de son service d'incendie, la tutelle spécifique ainsi que l'inspection organisée par le Roi.

Ces deux lois, l'une et l'autre postérieures à la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, montrent que l'autonomie de la Région de Bruxelles-Capitale n'est plus entière lorsqu'elle fixe le statut des membres du personnel de son service d'incendie.

En conséquence, le texte en projet doit respecter les dispositions générales fixées par le Roi en vertu de l'article 9, § 1er, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile ainsi que les dispositions prises par Celui-ci en vertu de l'article 13, § 3, de la même loi.

Il y a lieu cependant de faire une distinction entre ces deux bases légales: la première habilite en effet le Roi à prendre des dispositions générales en matière statutaire, tout en laissant aux autorités communales, intercommunales et de la Région de Bruxelles-Capitale le soin de compléter ces dispositions, alors que la deuxième base légale habilite le Roi seul à établir les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie.

L'autonomie de la Région de Bruxelles-Capitale devra donc s'exercer en tenant compte de ces deux dispositions légales.

.../...

2. Le Service d'incendie et d'aide médicale urgente étant un organisme d'intérêt général dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale, il convient d'examiner la conformité des règles statutaires en projet avec les dispositions de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communautés et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, ci-après dénommé arrêté royal fixant les principes généraux.

Dans son arrêt n° 78/97 du 17 décembre 1997, rendu à la suite de questions préjudicielles posées par le Conseil d'Etat, la Cour d'Arbitrage a en effet estimé que l'article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en tant qu'il rend applicable aux organismes d'intérêt public des régions et des communautés, les principes généraux consacrés par l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité, alors que les organismes d'intérêt public de l'Etat fédéral n'y sont pas soumis, ne violait pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

La Cour a ainsi affirmé que "dans la matière de la fonction publique, même si en ce domaine le législateur spécial a limité par l'article 87, §§ 2 et 4, l'autonomie des entités fédérées, les communautés, les régions, les personnes morales de droit public qui en dépendent et leur personnel ne sont pas des personnes comparables à l'Etat fédéral, aux personnes morales de droit public qui en dépendent et au personnel de l'Etat ou de ces dernières".

.../...

3. La section d'administration du Conseil d'Etat étant actuellement saisie d'un recours en annulation contre l'arrêté royal du 19 mars 1997 relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d'incendie (1), les dispositions du projet qui, d'une manière ou d'une autre, se fonderaient sur les dispositions de cet arrêté royal ne seront pas examinées par la section de législation de manière à ne pas préjuger de l'arrêt qui sera rendu par la section d'administration.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

1. Les seuls textes qui constituent le fondement légal du projet d'arrêté sont :

- d'une part, l'article 9, § 1er, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile;
- d'autre part, l'article 8, alinéa 2, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

(1) Il s'agit de l'affaire A. 74.477/XIII-240.

2. S'il peut être utile, pour préciser la portée du texte en projet, de faire état de l'arrêté royal fixant les principes généraux, il convient de le faire sous la forme d'un "Considérant" et non sous la forme d'un visa.

3. Il convient d'omettre l'alinéa 3, d'autant plus que la légalité de l'arrêté royal du 22 octobre 1992 est douteuse à la suite de l'arrêt n° 39/97 du 14 juillet 1997 de la Cour d'arbitrage (voir point B.4.4.2. de cet arrêt).

4. Par contre, il convient de viser les différents arrêtés - et le cas échéant, les dispositions particulières de ces arrêtés - que le texte en projet modifie ou abroge partiellement dans l'ordre décroissant de leur intensité de force obligatoire, à savoir :

- a) l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 1991 fixant le cadre organique du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 1er;
- b) le statut administratif des agents de l'Agglomération bruxelloise, adopté par le Conseil d'agglomération en séance du 20 juin 1973, notamment l'article 24, alinéa 1er, 2ème tiret, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 1990 et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 octobre 1993.

.../...

5. Il convient également de viser l'avis de l'inspecteur des finances.

Celui-ci n'a cependant pas été transmis au Conseil d'Etat. Aussi est-ce sous réserve de l'accomplissement de cette formalité que le présent avis est donné.

6. Compte tenu de ce que l'avis du Conseil d'Etat est demandé dans un délai d'un mois, il convient de remplacer l'alinéa 8 par les alinéas suivants :

"Vu la délibération du Conseil des Ministres du 7 novembre 1997 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le ..., en application de l'article 84, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif

Article 1er

Cette disposition appelle deux critiques :

1. D'une manière générale la technique de la législation par référence doit être proscrite car elle est source d'insécurité juridique et n'améliore aucunement la lisibilité des textes qui, au contraire, deviennent de moins en moins accessibles.

.../...

2. Dans le cas d'espèce, il est fait référence à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. Comme il a été souligné dans l'observation générale n° 2, le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale est soumis à l'arrêté royal fixant les principes généraux. L'arrêté royal du 8 janvier 1973, précité ne peut donc être pris en considération que dans la mesure où ses dispositions sont compatibles avec celles de l'arrêté royal fixant les principes généraux. Aucune dérogation à cet arrêté ne peut être admise.

Par ailleurs, il y a lieu également de tenir compte des dispositions générales en matière statutaire arrêtées par le Roi pour les membres du personnel des services d'incendie.

Dans le délai d'un mois qui lui a été imparti, il n'a pas été possible pour la section de législation du Conseil d'Etat de comparer systématiquement les dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1973, avec, d'une part, celles de l'arrêté royal fixant les principes généraux, et, d'autre part, celles des arrêtés royaux pris en vertu de l'article 9, § 1er, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

L'auteur du projet fera, dès lors, bien de vérifier la compatibilité des dispositions en projet avec celles des arrêtés précités.

.../...

Cette vérification faite, l'on constatera que l'article 1er et le titre premier deviennent sans objet. La numérotation des titres et articles de l'arrêté en projet devra être adaptée en conséquence.

Article 2

1. Il ressort de la note établie à l'attention des membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale que parmi les nouveautés consacrées par le projet, il y a notamment l'introduction des grades civils.

Or, les textes fédéraux (1) qui régissent le statut des membres du personnel des services d'incendie maintiennent des grades inspirés de ceux qui ont cours à l'armée.

Il convient en conséquence de prévoir, conformément à l'article 7 du règlement-type d'organisation d'un service communal d'incendie qualifié de service professionnel, repris à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 6 mai 1971 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie, que le recrutement s'effectue dans le grade de sapeur-pompier.

(1) Voir notamment l'arrêté royal du 6 mai 1971 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie ainsi que l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie, tel qu'il a été notamment modifié par l'arrêté royal du 19 mars 1997.

Il faudra également adapter toutes les autres dispositions du projet qui consacrent de nouveaux grades afin de s'en tenir à la hiérarchie consacrée par les textes réglementaires fédéraux.

2. En vertu de l'article 1er, § 3, 1°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, la qualité de Belge est requise "lorsque les fonctions à exercer comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat, de la Communauté ou de la Région ou, dans les autres cas, être Belge ou citoyen de l'Union européenne".

Il est douteux que cette condition de nationalité puisse être imposée aux titulaires de grades subalternes. Il conviendrait, en tout cas, que cette condition fasse l'objet d'une justification précise en ayant égard à la jurisprudence développée en la matière par la Cour de justice des Communautés européennes.

3. Le 6° qui concerne l'examen médical, doit être revu à la lumière de l'article 1er, § 3, alinéas 1er, 5°, et 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, la vérification des aptitudes physiques au moment du recrutement étant assurée par l'Office médico-social de l'Etat. La même remarque vaut pour l'article 3, alinéas 2 et 3, en projet.

.../...

4. La disposition en projet devrait également prévoir que le candidat doit jouir de ses droits civils et politiques, cette condition étant imposée par l'article 1er, § 3, 3°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Article 3

Cette disposition énonce les exigences physiques auxquelles doivent répondre les candidats.

L'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie énonce également de tels critères.

En vertu de son article 8, ceux-ci doivent être remplis par le candidat au moment de l'examen médical qui a lieu avant les épreuves d'aptitude physique.

De même l'article 7, alinéa 4, du règlement-type, précité, précise que "l'examen médical et les épreuves d'aptitude physique sont éliminatoires et précèdent toute autre épreuve de sélection".

La disposition en projet doit être revue de manière à mieux faire apparaître que les exigences physiques doivent être remplies par le candidat au moment du concours, une vérification ultérieure du maintien de cette exigence pouvant être prévue tant au moment de l'admission au stage que lors de la titularisation.

.../...

Articles 4 à 7

L'article 4 du projet dispose que "le concours de recrutement comprend trois épreuves : les épreuves physiques de sélection, une épreuve écrite et une épreuve orale".

Les articles 5, 6 et 7 du projet définissent de manière précise le contenu de ces épreuves ainsi que les points attribués à certaines de celles-ci. Conformément aux articles 12 et 13 de l'arrêté royal fixant les principes généraux, les programmes des concours de recrutement sont établis après une concertation avec le Secrétaire permanent au recrutement, de même que les conditions spécifiques imposées par la nature des fonctions.

Comme en ont convenu les fonctionnaires délégués, les dispositions en projet ne se contentent pas de fixer d'une manière générale le contenu des épreuves.

Des pièces transmises au Conseil d'Etat, il n'apparaît pas que la concertation avec le secrétariat permanent ait eu lieu.

En conséquence la saisine de la section de législation est prématurée pour les articles précités.

Article 10

En tant qu'il prévoit que le candidat doit être reconnu apte par le médecin du travail, pour être admis au stage, il y a lieu de renvoyer à l'observation faite sous les articles 2 et 3 du projet.

.../...

En effet, en vertu de l'article 17 de l'arrêté royal fixant les principes généraux, le stagiaire n'a pas la qualité d'agent et avant toute nomination en cette qualité, il doit être fait application de l'article 1er, § 3, 5°, du même arrêté.

Article 11

Cette disposition s'inspire de l'article 10 du règlement-type précité. Il conviendrait cependant d'explicitier les raisons qui justifient la prolongation du stage.

Article 12

1. Le 1° de cette disposition fait référence au brevet de sapeur-pompier tel qu'il est notamment consacré à l'article 13 de l'arrêté royal du 19 mars 1997 relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d'incendie.

Compte tenu de l'observation générale 3, cette disposition ne sera pas examinée.

2. Le 2° prévoit quant à lui que le stagiaire devra également être porteur du "brevet d'aide médicale urgente délivré par l'Institut de Formation en Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale ou un centre agréé de Formation en Aide médicale urgente".

.../...

Des explications fournies par les fonctionnaires délégués, il apparaît que l'exigence de ce brevet est justifiée par le fait que le service d'incendie de la Région de Bruxelles-Capitale doit également assurer les missions de l'Agglomération en matière d'aide médicale urgente.

Il ressort de la jurisprudence de la Cour d'Arbitrage (1) que l'aide médicale urgente n'est pas comprise dans "la politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soins", visée à l'article 5, § 1er, I, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Elle doit dès lors s'analyser comme une matière en soi qui, à défaut d'une attribution expresse, est restée de la compétence du législateur fédéral.

L'article 6bis de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente précise qu'il est créé, "par province, un centre de formation et de perfectionnement pour secouristes-ambulanciers qui a pour mission de former les candidats secouristes-ambulanciers aux connaissances théoriques et pratiques... Ces centres assurent également une formation permanente aux secouristes-ambulanciers".

Le paragraphe 2 de cet article ajoute que pour pouvoir exercer les fonctions de secouriste-ambulancier, il faut être titulaire d'un brevet de secouriste-ambulancier délivré par un centre de formation et de perfectionnement conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi.

(1) Les arrêts n° 47/95 du 6 juin 1995 et n°63/95 du 12 juillet 1995, publiés dans le "Code des services de secours", Vol. III, Intervention, La Charte, pp. 29 et 33.

Un arrêté royal du 13 juillet 1967 organisant l'octroi de subventions à l'enseignement des premiers secours à porter aux victimes d'accidents, dans le cadre de l'aide médicale urgente, détermine quelles sont les conditions de cet agrément.

Des renseignements communiqués, il apparaît que l'Institut de formation en aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale n'a pas encore été agréé (1). Il s'ensuit qu'il n'est pas actuellement en mesure de délivrer les brevets d'aide médicale urgente, conformément à l'article 6bis de la loi du 8 juillet 1964, précitée.

Article 14

Cette disposition s'inspire de l'article 9 du règlement-type précité. Plutôt que d'utiliser l'expression "ligne hiérarchique", mieux vaut la remplacer par les termes "les supérieurs hiérarchiques".

Article 15

Cette disposition constitue une combinaison des articles 10 du règlement-type, précité, et 16 de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

(1) Cet agrément ressortit à la compétence de l'autorité fédérale.

Au troisième alinéa, les notions de "rapport globalement favorable pour le stagiaire mais comportant des indications négatives sur son comportement" sont trop floues. Il convient de prévoir un recours à la commission de stage dès que l'évaluation conclut que le stagiaire ne satisfait pas au stage et ce conformément à l'article 16 de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Article 16

Cette disposition utilise tantôt l'expression "ministre fonctionnellement compétent" tantôt "ministre compétent". Les fonctionnaires délégués ont expliqué qu'il n'y avait pas lieu de faire une distinction entre ces deux notions. Mieux vaut dès lors utiliser l'expression "ministre compétent".

Les septième et huitième alinéas n'ont pas leur place dans cette disposition qui traite essentiellement de la composition de la commission.

Il convient de les intégrer dans l'article 15 du projet qui règle la procédure.

Section III : De la carrière

Les articles 18 à 23 ne sont pas groupés dans une sous-section à la différence des autres articles de la même section. Les susdits articles doivent également être rassemblés dans une sous-section 1.

.../...

Article 18

A l'alinéa 1er, in fine, on écrira plus simplement "dans les trente jours." au lieu de "endéans les 30 jours calendrier."

La même observation vaut pour l'article 19.

Article 20

En ce qui concerne le 4° de l'alinéa 1er, il est renvoyé à l'observation qui sera faite sous l'article 53 du projet.

Article 22

L'alinéa 1er prévoit que l'autorité investie du pouvoir de nomination est liée par la proposition du conseil de direction lorsque celle-ci est émise à l'unanimité.

Ni l'article 27, ni l'article 28 de l'arrêté royal fixant les principes généraux, n'autorisent une telle disposition.

Il ressort de ces deux articles que le rôle du conseil de direction est, avant tout, d'éclairer l'autorité investie du pouvoir de nomination sur la valeur des candidats en donnant un avis motivé.

.../...

Sous-section 1 (devenant la sous-section 2) : Promotion au grade de pompier qualifié

Comme il a déjà été souligné sous l'article 2, les grades que le projet consacre, ne correspondent plus à ceux qui existent dans les textes fédéraux et notamment dans l'arrêté royal du 19 mars 1997 relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d'incendie, qui fait actuellement l'objet d'un recours devant la section d'administration du Conseil d'Etat. De plus, les conditions posées pour obtenir une promotion dans ces grades sont différentes.

En conséquence, compte tenu des observations générales nos 1 et 3, les articles 24, 25, 26, 27 et 28 du projet ne seront pas examinés.

Articles 29 et 30

L'article 17 du règlement-type précité, prévoit que "les fonctions des membres du service prennent également fin en cas d'incapacité définitive de l'intéressé de remplir ses fonctions, telle qu'elle est prévue à l'article 117 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et dans l'arrêté royal du 20 février 1963 suspendant et réduisant les effets de certaines des règles contenues dans l'article 117 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier."

.../...

L'article 117 précité accorde une pension prématurée à titre définitif pour motif de santé ou d'inaptitude physique lorsque le service de santé administratif attaché au ministère de la Santé publique constate que l'agent est définitivement inapte à remplir d'une manière régulière ses fonctions ou d'autres fonctions par voie de réaffectation ou de réutilisation dans un autre emploi mieux en rapport avec ses aptitudes physiques, suivant les règlements applicables dans les différents services publics.

Les dispositions en projet semblent s'inspirer de cette législation. Mieux vaudrait cependant qu'une référence explicite à ces dispositions soit faite.

Il est fait également référence à l'observation formulée sous l'article 53 du projet pour ce qui a trait à l'article 29, alinéa 4.

Chapitre II : Des officiers

Les articles 31 à 48 du projet concernent le recrutement, le stage, la nomination, les promotions et la carrière des officiers du service d'incendie.

A la différence de l'article 9, § 1er, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, qui habilite le Roi à fixer par voie de dispositions générales, le statut des membres du personnel des services d'incendie tout en laissant aux autorités communales le soin de compléter celui-ci, l'article 13, § 3, de la même loi, confie au Roi exclusivement le pouvoir d'établir les

.../...

critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie.

C'est l'arrêté royal du 20 juillet 1972, précité, qui a été pris en vertu de cette dernière disposition.

En conséquence, compte tenu de l'observation générale n° 1, l'auteur du projet doit se limiter à transposer la réglementation fédérale lorsqu'il intervient pour fixer les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie.

Par ailleurs, l'arrêté royal du 19 mars 1997 qui fait l'objet du recours pendant devant la section d'administration, a modifié certaines dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 qui ont trait aux conditions de nomination et de promotion des officiers et des chefs de service.

Dans la mesure où certaines dispositions du projet font référence aux brevets qui sont visés par ces normes fédérales, la section de législation s'abstiendra de les examiner conformément à ce qui a été annoncé dans l'observation générale n° 3.

Articles 31 et 32

L'alinéa 1er de ces dispositions faisant référence à un grade qui n'est pas consacré par les textes fédéraux, il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 2 du projet.

.../...

Le 6° qui concerne l'examen médical, doit être revu à la lumière de l'article 1er, § 3, alinéas 1er, 5°, et 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, la vérification des aptitudes physiques étant assurée par l'Office médico-social de l'Etat.

Enfin, il convient de compléter cette disposition en indiquant que le candidat doit jouir de ses droits civils et politiques, conformément à l'article 1er, § 3, 3°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Il convient également d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur ce que l'article 5, 5°, de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, précité, prévoit encore comme condition que le candidat aura une taille égale ou supérieure à 1,60 m.

Article 33

Il est renvoyé aux observations faites sous les articles 3 et 4 du projet.

Articles 34, 35 et 36

Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 4 du projet.

.../...

Articles 37 et 38

On se réfèrera aux observations formulées sous les articles que ces dispositions entendent rendre applicables au recrutement d'officiers.

Par ailleurs, l'article 13 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, précité contient des dispositions relatives au stage des candidats officiers qui ne sont pas identiques à celles consacrées par le projet. Il convient d'y avoir égard.

Article 39

Cette disposition s'inspire dans une certaine mesure de l'article 12 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, précité, mais s'en écarte cependant. Ainsi, cette dernière disposition ne prévoit pas un détachement à l'étranger. De même elle précise que le stagiaire détaché ne peut prendre une part active aux opérations proprement dites.

Ici aussi, les textes doivent être mis en concordance.

Article 40

Pour le 2°, il fait référence à l'observation formulée sous l'article 12, 2°, du projet.

.../...

Article 41

L'alinéa 1er de cette disposition faisant référence à un grade qui n'est pas consacré par les textes fédéraux, il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 2 du projet.

La même observation vaut pour les notions de "cadre moyen et subalterne".

Article 42

Il est renvoyé aux observations faites sous les articles du projet que cette disposition rend applicable aux officiers.

Articles 43, 44, 45 et 46

En tant que ces dispositions sont relatives à des grades qui ne sont pas consacrés par les textes fédéraux, il est fait référence à l'observation faite sous l'article 2 du projet.

Articles 47 et 48

L'article 34bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, précité, inséré par l'arrêté royal du 19 mars 1997, énonce les conditions qui doivent être remplies pour être désigné comme chef de service.

.../...

Compte tenu du recours pendant devant la section d'administration, ces dispositions ne seront pas examinées conformément à l'observation générale n° 3.

Article 51

Il convient d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur le fait que l'obligation de résidence prévue à l'alinéa 2 en projet doit nécessairement se concilier avec le respect de la liberté d'aller et de venir consacrée par l'article 12 de la Constitution, qui inclut celle de choisir sa résidence et d'en changer, ainsi qu'avec les instruments internationaux de protection des droits de l'homme, dont notamment l'article 2 du Protocole n° 4 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que l'article 12, alinéa 1er, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 19 décembre 1966 et approuvé par la loi du 15 mai 1981.

Ces textes internationaux admettent des restrictions mais dans des conditions précises. Ainsi, ces restrictions "doivent être prévues par la loi et constituer des mesures nécessaires dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au maintien de l'ordre public, à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale ou à la protection des droits et libertés d'autrui".

Comme le Conseil d'Etat en a décidé dans son arrêt n° 41.149 du 25 novembre 1992, en cause Tourneur et Ville de

.../...

Tournai, à propos d'un article du règlement d'organisation du service communal d'incendie de la Ville de Tournai rendant applicable à l'ensemble du corps des pompiers l'obligation de domiciliation prévue à l'article 5 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie, "une obligation domiciliaire ne se comprend que par la nécessité inhérente à la profession de pouvoir se rendre rapidement, en cas d'appel, à la caserne des pompiers ou sur les lieux d'un sinistre".

Et l'arrêt de poursuivre : "une telle obligation de présence sur un territoire déterminé ne peut être que limitée dans le temps, soit pendant des périodes de garde, à peine de violer l'article 7 de la Constitution et l'article 2 du protocole n° 4 additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le droit de choisir sa résidence et de se déplacer et circuler librement pouvant sans doute être restreint, mais non annihilé, par des impératifs tenant notamment à la sûreté publique;".

L'obligation de domiciliation prévue dans la disposition examinée est, elle, illimitée.

La disposition devra, dès lors, être revue à la lumière de l'arrêt précité de la section d'administration du Conseil d'Etat.

.../...

Article 53

Cette disposition organise, tous les deux ans, des tests physiques pour les membres du personnel opérationnel dans le cadre de leur évaluation.

De la note établie à l'attention des membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, il ressort clairement que ces tests sont pris en considération lors des promotions mais que, plutôt que de les prévoir au moment des examens de promotion, ils auront lieu tous les deux ans.

Cette disposition s'écarte dans une certaine mesure des arrêtés royaux des 6 mai 1971 et 20 juillet 1972, précités, ceux-ci organisant des épreuves d'aptitude physique soit au moment du recrutement, soit au moment des promotions.

En conséquence, cette disposition doit être revue pour se conformer aux textes fédéraux précités.

Titre III

Le Titre III du projet concerne le personnel administratif et technique du service d'incendie. Sont considérés comme faisant partie de ce personnel, le médecin et le moniteur d'éducation physique.

En vertu de l'article 5 du règlement-type précité, le service d'incendie comprend trois catégories de personnel : le personnel opérationnel, le personnel technique et

.../...

administratif et le personnel employé à temps réduit, cette dernière catégorie visant plus particulièrement l'officier-médecin et le moniteur d'éducation physique.

Les articles 57 et 60 du projet spécifient que ces personnes sont engagées à la suite d'un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent au recrutement.

Cette forme d'engagement répond davantage aux exigences de l'article 2 de l'arrêté royal fixant les principes généraux, le recrutement statutaire étant la règle. Il n'y a donc pas lieu d'appliquer, en l'espèce, l'article 5 du règlement-type précité.

Par contre, les dispositions en projet s'écartent indûment à certains égards de celles reprises dans le chapitre IV de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 précité, consacré aux officiers médecins.

Ainsi, le grade consacré à l'article 55 du projet ne correspond pas aux grades en vigueur. Quant aux conditions de recrutement consacrées à l'article 56 du projet, elles ne sont pas identiquement les mêmes que celles prévues à l'article 35 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, précité. Quant à la limite d'âge visée au 5° en projet, elle ne ressort pas des textes fédéraux en vigueur.

Cette disposition indiquera également que le candidat doit jouir de ses droits civils et politiques, conformément à l'article 1er, § 3, 3°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

.../...

Ici aussi, il y aurait lieu d'assurer une plus grande adéquation avec les textes fédéraux et plus particulièrement les dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 précité.

Pour ce qui a trait aux missions du "médecin du service d'incendie", il convient de se reporter à l'article 21 du règlement-type précité. La liste des missions qui y est consacrée n'est pas limitative, les conseils communaux pouvant la compléter.

Le 1° de l'article 58 du projet s'expose à la même critique que celle formulée sous les articles 2, 6°, et 3, alinéa 3 en projet, l'examen médical des candidats au recrutement devant avoir lieu conformément à l'article 1er, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Le 2° confie au médecin une mission de coordination de la formation en matière d'aide médicale urgente.

Comme il a été souligné sous l'article 12, 2°, du projet, cette mission de coordination ne peut en aucun cas interférer avec la formation prévue par la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, la Région de Bruxelles-Capitale étant sans compétence en ce domaine.

Pour le 10°, il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 53 du projet.

.../...

Article 62

En vertu de cette disposition, il revient au ministre "fonctionnellement" compétent de désigner un organisme qui contrôlera le bien-fondé des absences pour raisons de santé.

Or, l'article 21, 3°, du règlement-type précité, charge l'officier-médecin d'une telle mission.

Le texte en projet doit être revu.

Articles 63, 64 et 65

Ces dispositions ont trait aux incompatibilités. Il ressort de la note établie à l'attention des membres du Gouvernement que :

"Alors qu'au niveau fédéral, l'incompatibilité réglementaire est depuis longtemps sujet de discussions, on abandonne ici ce principe, à la demande des parties concernées. Le membre du personnel opérationnel peut également être volontaire dans un service d'incendie public ou auprès de la Croix-Rouge, à condition que ceci n'entrave pas le bon fonctionnement du service, et sous réserve de l'accord du chef de corps.

Il est en effet impensable que le know-how et le professionnalisme des sapeurs-pompiers professionnels bruxellois ne puisse être utilisés lorsque celui-ci n'est pas de service. Le chef de corps devra veiller à une stricte application de cette disposition."

.../...

Certaines incompatibilités en projet sont conformes à celles consacrées à l'article 26 du règlement-type, d'autres s'en écartent.

Il y a lieu dès lors de revoir ces dispositions à la lumière de l'article 26 précité.

Articles 67 et 68

Pour le régime disciplinaire, il convient de mettre en oeuvre non pas l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, mais bien les articles 30 à 39 de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Ces dispositions doivent en conséquence être revues.

Article 69

Cette disposition prévoit que "le personnel du service d'incendie bénéficie d'une indemnité de bilinguisme selon les modalités prévues dans la délibération du 27 juin 1973 du Conseil d'Agglomération".

Cette délibération se borne en réalité à déterminer le mode de calcul de l'indemnité. Elle ne définit pas les conditions de son octroi.

.../...

Par contre, tant l'arrêté royal du 30 avril 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel des administrations de l'Etat que les arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juillet 1991 accordant cette prime tantôt au personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale tantôt au personnel en fonction auprès de certains organismes d'intérêt public, définissent les conditions d'octroi d'une telle prime en la subordonnant notamment à la preuve de la connaissance de la deuxième langue et en imposant aux agents qu'ils soient toujours en activité de service et qu'ils bénéficient d'un traitement.

Par ailleurs, il doit être entendu que les conditions dans lesquelles ces primes sont octroyées ne peuvent, de quelque manière que ce soit, avoir pour effet de procurer à certains pompiers un avantage si considérable qu'il serait porté atteinte au régime linguistique qui constitue le chapitre V, section première, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, régime que la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles rend applicable au service d'incendie et d'aide médicale urgente. La connaissance du français ou du néerlandais, selon le cas, comme deuxième langue nationale ne peut notamment être érigée, fût-ce de facto, en condition de nomination ou de promotion des pompiers.

La disposition en projet doit être revue à la lumière des considérations qui précèdent.

.../...

Article 70

Cette disposition assure la transition entre les anciens et les nouveaux grades. En conséquence, il est renvoyé à l'observation n° 1, faite sous l'article 2 du projet.

Article 71

Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 51 du projet.

Article 74

Cette disposition modifie l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 1991 fixant le cadre organique du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale afin d'y consacrer les nouveaux grades.

Ici aussi, il est renvoyé à l'observation n° 1, faite sous l'article 2 du projet.

Sous réserve des observations formulées ci-dessus à l'égard des articles 70, 71 et 74, les titres V (dispositions transitoires) et VI du projet (dispositions abrogatoires et finales) appellent les observations suivantes :

.../...

1. Il convient de déplacer les dispositions modificatives et abrogatoires (articles 72 à 74 du projet devenant les articles 70 à 72) avant les dispositions transitoires et dès lors de les intégrer dans un nouveau titre V, intitulé "Dispositions modificatives et abrogatoires", le titre V groupant les articles 70 et 71 du projet, devenant le titre VI comprenant les articles 73 et 74 (1) et le titre VI du projet devenant le nouveau titre VII, intitulé "Dispositions finales" groupant les articles 75 et 76.

2. A l'article 72 du projet (devenant l'article 71 (2)), il convient de viser toutes les modifications expresses et encore en vigueur que le règlement organique provisoire du service d'incendie du 16 janvier 1974 a subies.

3. Il serait plus correct de rédiger comme suit l'article 73 du projet (devenant l'article 74) :

"Art. ... L'article 24, alinéa 1er, 2ème tiret, du statut administratif des agents de l'Agglomération bruxelloise, adopté par le Conseil d'agglomération en séance du 20 juin 1973, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 1990 et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 octobre 1993, est abrogé.".

(1) Numérotation à revoir.

(2) Numérotation à revoir.

Observations finales

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp strekt ertoe het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp vast te stellen.

Advies L. 27.261/4 van 2 maart 1998 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de werkingsregels van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp kan weliswaar op deze adviesaanvraag worden getransponeerd, maar moet toch worden genuanceerd wanneer het gaat om het vaststellen van het administratief statuut van het personeel van de Dienst Brandweer en Dringende Medische Hulp, gelet op de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Die twee bepalingen machtigen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ertoe om personeelsleden van de Brusselse agglomeratie over te hevelen naar een instelling van openbaar nut (1) en schrijven voor dat "de rechtstoestand van die personeelsleden (...) geregeld (blijft) door de ter zake geldende bepalingen zolang de overheid aan wie zij worden overgedragen, haar bevoegdheid ter zake niet heeft uitgeoefend".

(1) Die overheveling van personeelsleden van de Brusselse agglomeratie naar de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp is verwezenlijkt bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 1 april 1993 (Belgisch Staatsblad van 3 juni 1993, blz. 13.398).

Aangezien de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die personen heeft overgeheveld naar de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, een instelling van openbaar nut van categorie A, is ze als gewestelijke overheid bevoegd om het statuut van die personen vast te stellen met inachtneming van de bepalingen van de voormelde bijzondere wet en inzonderheid van artikel 56 ervan.

Toch rijst de vraag of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gelet op de aangelegenheid waarop het ontwerp betrekking heeft, zich moet houden aan de algemene regels die de Koning krachtens de artikelen 9, § 1, tweede lid, en 13, § 3, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming heeft vastgesteld (1).

Zowel in de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur als in de gewone wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale staatsstructuur wordt te kennen gegeven dat de wetgever de civiele bescherming binnen de bevoegdheidssfeer van de federale overheid wil houden.

(1) "Hij (de Koning) stelt de algemene bepalingen vast binnen de perken van dewelke de personeelsformatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen, de toelagen en de vergoedingen worden vastgesteld, alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering voor het personeel van de openbare brandweerdiensten." (artikel 9, § 1, tweede lid).

"De Koning bepaalt de geschiktheids- en bekwaamheidsmaatstaven en de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor de officieren van de openbare brandweerdiensten." (artikel 13, § 3).

Zo bepaalt artikel 6, § 1, VIII, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, uitdrukkelijk dat de Gewesten niet bevoegd zijn ten opzichte van de verenigingen van provincies en van gemeenten wat het specifieke toezicht inzake brandbestrijding betreft.

Zo ook heeft de bijzondere wet van 16 juli 1993, door in artikel 6, paragraaf 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen een 6° in te voegen, het erbij betrekken van de Regeringen van de deelentiteiten uitsluitend beperkt tot "het ontwerpen van de federale algemene bepalingen bedoeld in artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming".

De voornoemde gewone wet van 16 juli 1993 van zijn kant streeft met de wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming twee doelstellingen na (1) :

- enerzijds een grotere rol inzake civiele bescherming wegleggen voor de federale overheid door uitdrukkelijk te bepalen dat de Koning bevoegd is om de algemene regels van het statuut van de personeelsleden van de brandweerdiensten te bepalen, en dit ten aanzien van alle brandweerdiensten, dit wil zeggen, zowel de gemeentelijke en de intercommunale brandweerdiensten als de

(1) Gedr. St. Kamer, zitting 92-93, nr. 897/1, blz. 70 en 71.

Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

- anderzijds, gelet op de specifieke rechtssituatie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het specifieke toezicht en de door de Koning georganiseerde inspectie ten aanzien van zijn brandweerdienst afschaffen.

Uit die twee wetten, die beide van latere datum zijn dan de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989, blijkt dat de autonomie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet meer volledig is om het statuut van de personeelsleden van zijn brandweerdienst vast te stellen.

Bijgevolg mag het ontworpen besluit geen afbreuk doen aan de algemene bepalingen die de Koning krachtens artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming heeft vastgesteld, noch aan de bepalingen die Hij krachtens artikel 13, § 3, van dezelfde wet heeft uitgevaardigd.

Tussen die twee rechtsgronden moet evenwel een onderscheid worden gemaakt : de eerste rechtsgrond machtigt de Koning immers om algemene rechtspositionele bepalingen uit te vaardigen, maar laat de gemeentelijke overheid, de intercommunale verenigingen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tevens de vrijheid om die bepalingen aan te vullen, terwijl de tweede rechtsgrond alleen de Koning machtigt om de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria, alsmede de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten te bepalen.

.../...

De autonomie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet dus met inachtneming van die twee wetsbepalingen worden uitgeoefend.

2. Aangezien de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp een instelling van openbaar nut is die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest valt, behoort te worden onderzocht of de ontworpen rechtspositionele regels in overeenstemming zijn met de bepalingen van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, hierna te noemen "koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes".

In arrest nr. 78/97 van 17 december 1997, gewezen naar aanleiding van prejudiciële vragen van de Raad van State, heeft het Arbitragehof immers geoordeeld dat artikel 87, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet schendt, in zoverre het de algemene beginselen vervat in het voormelde koninklijk besluit van 26 september 1994 alleen van toepassing verklaart op de instellingen van openbaar nut van de gewesten en de gemeenschappen en niet op de instellingen van openbaar nut die van de federale Staat afhangen.

.../...

Het Arbitragehof heeft aldus geoordeeld dat "in ambtenarenzaken, zelfs indien de bijzondere wetgever bij artikel 87, §§ 2 en 4, de autonomie van de deelentiteiten op dat vlak heeft beperkt, de gemeenschappen, de gewesten, de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen en hun personeel geen personen zijn die vergelijkbaar zijn met de federale Staat, met de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen en met het Rijkspersoneel of het personeel van die rechtspersonen".

3. Aangezien bij de afdeling administratie van de Raad van State thans een beroep is ingesteld tot nietigverklaring van het koninklijk besluit van 19 maart 1997 betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van leden van de brandweer (1), zal de afdeling wetgeving niet nader ingaan op de bepalingen van het ontwerp die op één of andere manier op de bepalingen van dat koninklijk besluit gebaseerd zijn, teneinde niet vooruit te lopen op het arrest dat de afdeling administratie zal wijzen.

(1) Zaak A. 74.477/XIII-240.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. Het ontwerp van besluit heeft als enige rechtsgrond :

- enerzijds artikel 9, § 1, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming;
- anderzijds artikel 8, tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.

2. Om de strekking van het ontwerp te preciseren, kan het weliswaar nuttig zijn het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes te vermelden, maar die verwijzing moet dan wel ingeleid worden met het woord "Gezien" en niet met de woorden "Gelet op".

3. Het derde lid behoort te vervallen, te meer daar de wettigheid van het koninklijk besluit van 22 oktober 1992 twijfelachtig is als gevolg van het arrest nr. 39/97 van 14 juli 1997 van het Arbitragehof (zie punt B.4.4.2. van dat arrest).

.../...

4. Daarentegen behoort te worden verwezen naar de verschillende besluiten - en zo nodig naar specifieke bepalingen ervan - die in het ontwerp gedeeltelijk gewijzigd of opgeheven worden, en wel zo dat de hogere regelingen aan de lagere voorafgaan, namelijk :

- a) het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 21 november 1991 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, inzonderheid artikel 1;
- b) het administratief statuut van het personeel van de Agglomeratie Brussel, aangenomen door de Agglomeratieraad in zitting van 20 juni 1973, inzonderheid artikel 24, eerste lid, tweede streepje, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 maart 1990 en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 oktober 1993.

5. Tevens behoort te worden verwezen naar het advies van de inspecteur van Financiën.

Dat advies is evenwel niet aan de Raad van State bezorgd. Het advies van de Raad van State wordt dan ook verstrekt onder voorbehoud dat dit vormvoorschrift wordt vervuld.

.../...

6. Aangezien het advies van de Raad van State binnen een maand moet worden verstrekt, behoort het achtste lid te worden vervangen door de volgende leden :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van 7 november 1997 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op ..., met toepassing van artikel 84, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Bij deze bepaling zijn twee opmerkingen te maken :

1. Algemeen beschouwd moet regelgeving door verwijzing worden afgekeurd, want het is een bron van rechtsonzekerheid en draagt geenszins bij tot de leesbaarheid van de regelgeving die, integendeel, alsmaar ontoegankelijker wordt.

2. In casu wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut. Zoals erop is gewezen in algemene opmerking nr. 2, valt de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende

.../...

Medische Hulp onder het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes. Het voormelde koninklijk besluit van 8 januari 1973 kan dus alleen in aanmerking worden genomen voor zover de bepalingen ervan verenigbaar zijn met die van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes. Geen enkele afwijking van dat besluit kan worden gedoogd.

Voorts moet ook rekening worden gehouden met de algemene rechtspositionele bepalingen die de Koning voor de personeelsleden van de brandweerdiensten heeft vastgesteld.

Binnen de termijn van een maand die de afdeling wetgeving van de Raad van State is toegemeten, is het onmogelijk de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 systematisch te vergelijken met die van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes en met die van de koninklijke besluiten die krachtens artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming zijn uitgevaardigd.

De steller van het ontwerp doet er dan ook goed aan na te gaan of de ontworpen bepalingen verenigbaar zijn met die van de voormelde besluiten.

Zodra dat is nagegaan, zal men vaststellen dat artikel 1 en titel I doelloos worden. De titels en artikelen van het ontwerpbesluit moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

.../...

Artikel 2

1. Uit de nota die voor de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering is opgesteld, blijkt dat één van de nieuwigheden waarin het ontwerp voorziet bestaat in het invoeren van burgerlijke graden.

In de federale regelgeving betreffende het statuut van de personeelsleden van de brandweerdiensten (1) worden evenwel graden behouden die geïnspireerd zijn op die welke bij het leger gangbaar zijn.

Overeenkomstig artikel 7 van het modelreglement voor de organisatie van een gemeentelijke beroepsbrandweerdienst, opgenomen in bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 6 mei 1971 tot vaststelling van de modellen van de gemeentelijke reglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten, moet derhalve worden bepaald dat de aanwerving in de graad van brandweerman geschiedt.

Alle overige bepalingen van het ontwerp die in nieuwe graden voorzien, moeten eveneens worden aangepast om

(1) Zie inzonderheid het koninklijk besluit van 6 mei 1971 tot vaststelling van de modellen van gemeentelijke reglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten, alsook het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten, zoals inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 maart 1997.

in overeenstemming te zijn met de hiërarchie die in de federale verordeningsteksten wordt voorgeschreven.

2. Krachtens artikel 1, § 3, 1°, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes moet men "Belg zijn indien de uit te oefenen betrekking een rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming aan de uitoefening van openbaar gezag inhoudt en werkzaamheden omvat strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat, de Gemeenschap of het Gewest ofwel, in de overige gevallen, Belg zijn of burger van de Europese Unie".

Het staat te bezien of die nationaliteitsvoorwaarde aan bekleders van lagere graden kan worden opgelegd. Die voorwaarde moet in elk geval duidelijk worden gewettigd op basis van de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen terzake.

3. Onderdeel 6°, dat betrekking heeft op het geneeskundig onderzoek, moet worden herzien in het licht van artikel 1, § 3, eerste lid, 5° en tweede lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, aangezien de Sociaal-Medische Rijksdienst de lichamelijke geschiktheid bij de indienstneming controleert. Die opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 3, tweede en derde lid.

.../...

4. In de ontworpen bepaling moet ook worden gesteld dat de gegadigde de burgerlijke en politieke rechten moet genieten, aangezien die voorwaarde wordt opgelegd door artikel 1, § 3, 3°, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

Artikel 3

Deze bepaling bevat de lichamelijke vereisten waaraan de gegadigden moeten voldoen.

Zulke criteria zijn ook vervat in het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria, alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten.

Krachtens artikel 8 van dat besluit moet de gegadigde aan die voorwaarden voldoen op het ogenblik van het geneeskundig onderzoek dat vóór de tests betreffende de lichamelijke geschiktheid plaatsheeft.

Zo ook bepaalt artikel 7, vierde lid, van het voormelde modelreglement : "Het geneeskundig onderzoek en de proeven inzake lichamelijke geschiktheid zijn eliminerend en gaan elke andere selectieproef vooraf".

De ontworpen bepaling moet worden herzien om duidelijker tot uiting te laten komen dat de gegadigde op het ogenblik van het vergelijkend examen aan de lichamelijke

.../...

vereisten moet voldoen, waarbij kan worden bepaald dat later, zowel wanneer hij tot de proeftijd wordt toegelaten als wanneer hij ambtsdrager wordt, kan worden nagegaan of hij nog steeds aan die vereisten voldoet.

Artikelen 4 tot 7

Artikel 4 bepaalt : "Het vergelijkend wervings-examen omvat drie proeven : de lichamelijke selectieproeven, een schriftelijke proef en een mondelinge proef".

De artikelen 5, 6 en 7 van het ontwerp bepalen nauwkeurig de inhoud van die tests, alsook de punten die aan sommige daarvan verbonden zijn. Overeenkomstig de artikelen 12 en 13 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes worden de programma's voor de vergelijkende wervingsexamens, alsook de specifieke voorwaarden die aan de aard van de functies verbonden zijn, na overleg met de vast wervingssecretaris vastgesteld.

Zoals de gemachtigde ambtenaren hebben beaamd, gaan de ontworpen bepalingen verder dan de inhoud van de tests algemeen te bepalen.

Uit de stukken die aan de Raad van State zijn bezorgd, blijkt niet dat er overleg met het vast wervingssecretariaat is gepleegd.

Voor de voormelde artikelen is de adviesaanvraag bij de afdeling wetgeving dus voorbarig.

.../...

Artikel 10

In zoverre artikel 10 bepaalt dat de gegadigde geschikt moet worden bevonden door de arbeidsgeneesheer om tot de proeftijd te worden toegelaten, behoort te worden verwezen naar de opmerking bij de artikelen 2 en 3 van het ontwerp.

Krachtens artikel 17 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes zijn degenen die hun proeftijd vervullen immers geen ambtenaren en vooraleer ze tot ambtenaar kunnen worden benoemd moet artikel 1, § 3, 5°, van hetzelfde besluit worden toegepast.

Artikel 11

Deze bepaling is gebaseerd op artikel 10 van het voormelde modelreglement. Toch zou uitdrukkelijk moeten worden vermeld om welke redenen de proeftijd kan worden verlengd.

Artikel 12

1. In onderdeel 1° van deze bepaling wordt verwezen naar het brevet van brandweerman, zoals inzonderheid vastgelegd in artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 maart 1997 betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer.

.../...

Gelet op algemene opmerking nr. 3 zal die bepaling niet worden onderzocht.

2. Onderdeel 2° bepaalt dat degenen die hun proeftijd vervullen houder moeten zijn van "het brevet Dringende Geneeskundige Hulp afgeleverd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewestelijk Instituut voor de Opleiding in de Dringende Medische Hulpverlening of een erkend Centrum voor de Opleiding Dringende Geneeskundige Hulp".

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaren blijkt dat dit brevet wordt geëist omdat de Brusselse hoofdstedelijke brandweerdienst ook de taken van de agglomeratie inzake dringende geneeskundige hulpverlening moet vervullen.

Uit de rechtspraak van het Arbitragehof (1) blijkt dat de dringende medische hulp niet valt onder "het beleid betreffende de gezondheidsverstrekking in en buiten de verplegingsinrichting", vermeld in artikel 5, § 1, I, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Die hulp moet dus als een op zich staande aangelegenheid worden beschouwd die, bij gebrek aan een uitdrukkelijke bevoegdheidsopdracht, nog steeds tot de bevoegdheid van de federale wetgever behoort.

(1) Arrest nr. 47/95 van 6 juni 1995 en arrest nr. 63/95 van 12 juli 1995, respectievelijk bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 5 augustus 1995 en 17 augustus 1995.

Artikel 6bis van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening bepaalt : "Per provincie wordt een opleidings- en vervolmakingscentrum voor hulpverleners-ambulanciers opgericht dat tot taak heeft de kandidaat-hulpverleners-ambulanciers de vereiste theoretische en praktische kennis te verstrekken ... Deze centra verzekeren eveneens de permanente vorming van de hulpverleners-ambulanciers".

Paragraaf 2 van dat artikel bepaalt voorts dat men de functie van hulpverlener-ambulance niet mag uitoefenen zonder houder te zijn van een brevet van hulpverlener-ambulance, afgegeven door een opleidings- en vervolmakingscentrum onder de voorwaarden en volgens de nadere regels die door de Koning zijn bepaald.

De voorwaarden van die erkenning zijn vastgesteld in een koninklijk besluit van 13 juli 1967 houdende regeling van het verlenen van subsidies voor het onderricht in de eerste hulpverlening aan slachtoffers van ongevallen, in het kader van de dringende geneeskundige hulpverlening.

Uit de inlichtingen die zijn verstrekt, blijkt dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewestelijk Instituut voor de Opleiding in de Dringende Medische Hulpverlening nog niet is erkend (1). Dit betekent dat het de brevetten "dringende geneeskundige hulp" nog niet kan afgeven overeenkomstig artikel 6bis van de voormelde wet van 8 juli 1964.

(1) Die erkenning valt onder de bevoegdheid van de federale overheid.

Artikel 14

Deze bepaling is gebaseerd op artikel 9 van het voormelde modelreglement. Het is beter het woord "hiërarchie" te vervangen door de woorden "hiërarchische meerderen".

Artikel 15

Deze bepaling is een combinatie van artikel 10 van het genoemde modelreglement en artikel 16 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

In het derde lid zijn de begrippen "globaal gunstig verslag voor de stagiair, maar met negatieve opmerkingen inzake zijn gedrag en houding" te vaag. Er dient, overeenkomstig artikel 16 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, voorzien te worden in een beroep bij de proeftijdcommissie zodra de evaluatie leidt tot het besluit dat de persoon in proeftijd geen voldoening schenkt.

Artikel 16

In deze bepaling is er de ene keer sprake van "de functioneel bevoegde Minister", en de andere keer van "de bevoegde minister". De gemachtigde ambtenaren hebben uitgelegd dat er geen onderscheid hoefde te worden gemaakt tussen deze twee begrippen. Het is derhalve beter de uitdrukking "bevoegde minister" te gebruiken.

Het zevende en het achtste lid horen niet thuis in deze bepaling, die in essentie over de samenstelling van de commissie gaat.

Zij behoren opgenomen te worden in artikel 15 van het ontwerp, waarin de procedure wordt geregeld.

Afdeling III : De loopbaan

De artikelen 18 tot 23 zijn, in tegenstelling tot de andere artikelen van dezelfde afdeling, niet samengebracht in een onderafdeling. Ook de genoemde artikelen moeten samengebracht worden in een onderafdeling, die onderafdeling 1 wordt.

Artikel 18

Het zou eenvoudiger zijn in het eerste lid, in fine, "binnen dertig dagen" te schrijven in plaats van "binnen 30 kalenderdagen".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 19.

Artikel 20

Wat onderdeel 4° van het eerste lid betreft, wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 53 van het ontwerp zal worden gemaakt.

.../...

Artikel 22

Het eerste lid bepaalt dat de benoemende overheid gebonden is door het voorstel van de directieraad, indien dat eenparig is uitgebracht.

Noch artikel 27, noch artikel 28 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes wettigen zulk een bepaling.

Uit deze twee artikelen blijkt dat de taak van de directieraad er vooral in bestaat de benoemende overheid informatie te verstrekken over de waarde van de sollicitanten door een gemotiveerd advies uit te brengen.

Onderafdeling 1 (die onderafdeling 2 wordt) : Bevordering tot de graad van eerste brandweerman

Zoals reeds is opgemerkt bij artikel 2 stemmen de graden die in het ontwerp worden vastgelegd niet meer overeen met de graden die gelden in de federale regelgeving, en inzonderheid in het koninklijk besluit van 19 maart 1997 betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer, waartegen thans een beroep hangende is bij de afdeling administratie van de Raad van State. Ook de voorwaarden voor een bevordering in die graden zijn verschillend.

.../...

Bijgevolg worden, rekening houdend met de algemene opmerkingen nrs. 1 en 3, de artikelen 24, 25, 26, 27 en 28 van het ontwerp niet onderzocht.

Artikelen 29 en 30

Artikel 17 van het bovengenoemde modelreglement bepaalt dat "het ambt van de leden van de dienst (...) eveneens (eindigt) wanneer de betrokkene definitief ongeschikt is tot het vervullen van zijn ambt, als bepaald in artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en in het koninklijk besluit van 20 februari 1963 houdende schorsing en beperking van de uitwerking van zekere regelen welke artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel inhoudt."

Het genoemde artikel 117 kent definitief een vervroegd pensioen toe wegens gezondheidsredenen of lichamelijke ongeschiktheid wanneer de administratieve gezondheidsdienst, verbonden aan het Ministerie van Volksgezondheid het personeelslid definitief ongeschikt bevindt om op regelmatige wijze zijn functies te vervullen of andere functies te vervullen die hem via wedertewerkstelling of wederbenutting in een ander ambt dat beter met zijn lichamelijke geschiktheid overeenkomt, zijn toevertrouwd krachtens de reglementen die in de verschillende openbare diensten van toepassing zijn.

.../...

De ontworpen bepalingen lijken op deze wetgeving gebaseerd te zijn. Het zou echter beter zijn expliciet naar deze bepalingen te verwijzen.

Wat artikel 29, vierde lid, betreft wordt tevens verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 53 van het ontwerp.

Hoofdstuk II : De officieren

De artikelen 31 tot 48 van het ontwerp hebben betrekking op de werving, de proeftijd, de benoeming, de bevorderingen en de loopbaan van de officieren van de brandweerdienst.

In tegenstelling tot artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, dat de Koning machtigt om bij wege van algemene bepalingen het statuut van de personeelsleden van de brandweer vast te stellen, waarbij het aan de gemeentelijke overheden wordt overgelaten om deze aan te vullen, vertrouwt artikel 13, § 3, van dezelfde wet, de Koning de exclusieve bevoegdheid toe om de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsook de benoemings- en de bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten vast te stellen.

Het genoemde koninklijk besluit van 20 juli 1972 is krachtens deze laatste bepaling uitgevaardigd.

.../...

De steller van het ontwerp moet zich bijgevolg, rekening houdend met algemene opmerking nr. 1, beperken tot de omzetting van de federale regelgeving, wanneer hij zich mengt in het vaststellen van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria en van de benoemings- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten.

Het koninklijk besluit van 19 maart 1997, waartegen een beroep hangende is bij de afdeling administratie, heeft bovendien een aantal bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 gewijzigd, die betrekking hebben op de benoemings- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren en de dienstcheefs.

Voor zover in sommige bepalingen van het ontwerp verwezen wordt naar de brevetten waarop deze federale rechtsregels betrekking hebben, zal de afdeling wetgeving deze niet onderzoeken, overeenkomstig hetgeen is gezegd in algemene opmerking nr. 3.

Artikelen 31 en 32

Het eerste lid van deze bepalingen verwijst naar een graad die niet bestaat in de federale regelgeving; wat dat betreft wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 2 van het ontwerp.

.../...

Onderdeel 6°, dat betrekking heeft op het geneeskundig onderzoek, moet worden herzien in het licht van artikel 1, § 3, eerste lid, 5°, en tweede lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, aangezien de lichamelijke geschiktheid wordt nagegaan door de Sociaal-medische rijksdienst.

Ten slotte behoort deze bepaling te worden aangevuld met de vermelding dat de sollicitant de burgerlijke en politieke rechten moet genieten, overeenkomstig artikel 1, § 3, 3°, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

De steller van het ontwerp dient er tevens op gewezen te worden dat artikel 5, 5°, van het genoemde koninklijk besluit van 20 juli 1972 ook nog voorziet in de voorwaarde dat de sollicitant ten minste 1,60 m groot moet zijn.

Artikel 33

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die gemaakt zijn bij de artikelen 3 en 4 van het ontwerp.

Artikelen 34, 35 en 36

Er wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 4 van het ontwerp.

.../...

Artikelen 37 en 38

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die gemaakt zijn bij de artikelen die met deze ontworpen bepalingen toepasselijk worden verklaard op de aanwerving van officieren.

Bovendien bevat artikel 13 van het genoemde koninklijk besluit van 20 juli 1972 bepalingen met betrekking tot de proeftijd van de kandidaat-officieren, die niet overeenstemmen met de bepalingen die in het ontwerp zijn vastgelegd. Daar dient rekening mee te worden gehouden.

Artikel 39

Deze bepaling is in zekere mate gebaseerd op artikel 12 van het genoemde koninklijk besluit van 20 juli 1972, maar wijkt er toch van af. Laatstgenoemde bepaling voorziet bijvoorbeeld niet in een detachering naar het buitenland. Zo ook bepaalt ze dat een brandweerman in proeftijd die gedetacheerd is, niet actief mag deelnemen aan de eigenlijke operaties.

Ook hier moeten de teksten met elkaar in overeenstemming worden gebracht.

.../...

Artikel 40

Voor onderdeel 2° wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 12, 2°, van het ontwerp.

Artikel 41

Het eerste lid van deze bepaling verwijst naar een graad die niet bestaat in de federale regelgeving; wat dat betreft wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 2 van het ontwerp.

Dezelfde opmerking geldt voor de begrippen "midden- en lager kader".

Artikel 42

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die gemaakt zijn bij de artikelen van het ontwerp die bij deze bepaling van toepassing worden gemaakt op de officieren.

Artikelen 43, 44, 45 en 46

Voorzover deze bepalingen betrekking hebben op graden die niet in de federale regelgeving voorkomen, wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 2 van het ontwerp.

.../...

Artikelen 47 en 48

Artikel 34bis van het genoemde koninklijk besluit van 20 juli 1972, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 maart 1997, noemt de voorwaarden die vervuld moeten zijn om als dienstchef te kunnen worden aangewezen.

Gezien het beroep dat hangende is voor de afdeling administratie zullen deze bepalingen, overeenkomstig algemene opmerking nr. 3, niet worden onderzocht.

Artikel 51

De aandacht van de steller van het ontwerp dient te worden gevestigd op het feit dat de verblijfsverplichting waarin het ontworpen tweede lid voorziet uiteraard verenigbaar moet zijn met de eerbiediging van de vrijheid van komen en gaan, die in artikel 12 van de Grondwet is vastgelegd, en die de vrijheid inhoudt om zijn woonplaats te kiezen en van woonplaats te veranderen, alsook met de internationale akten inzake de bescherming van de rechten van de mens, inzonderheid met artikel 2 van het Vierde Protocol bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, en met artikel 12, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, opgemaakt te New-York op 19 december 1966 en goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1981.

Deze internationale regelingen staan beperkingen toe, maar onder strikte voorwaarden. Zo bijvoorbeeld moeten deze beperkingen "bij de wet zijn voorzien en in een democratische samenleving nodig zijn in het belang van

.../...

's lands veiligheid of van de openbare veiligheid, ter handhaving van de openbare orde, ter voorkoming van strafbare handelingen, ter bescherming van de gezondheid of van de goede zeden of ter bescherming van de rechten en vrijheden van anderen".

Zoals de Raad van State beslist heeft in zijn arrest nr. 41.149 van 25 november 1992, inzake Tourneur en de stad Doornik, met betrekking tot een artikel van het reglement voor de organisatie van een gemeentelijke brandweerdienst van de stad Doornik, waarbij de domiciliëringsverplichting voorgeschreven in artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten, van toepassing wordt gemaakt, "kan een domiciliëringsverplichting alleen worden gewettigd door de met het beroep samenhangende noodzaak om, wanneer men wordt opgeroepen, zich snel naar de brandweerkazerne of naar de plaats van de ramp te begeven".

Voorts staat er in het arrest : "Overwegende dat zulk een verplichte aanwezigheid op een bepaald grondgebied slechts beperkt kan zijn in de tijd, namelijk gedurende de periodes dat betrokkene wacht heeft, op straffe van schending van artikel 7 van de Grondwet en van artikel 2 van het aanvullend protocol nr. 4 bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, aangezien het recht om zijn verblijfplaats te kiezen en zich vrij te verplaatsen en vrij te bewegen wellicht beperkt kan

.../...

worden, maar niet geheel ontnomen kan worden om redenen die met name met de openbare veiligheid hebben te maken;".

De domiciliëringsverplichting waarin de onderzochte bepaling voorziet is echter onbeperkt.

De bepaling moet bijgevolg worden herzien in het licht van het genoemde arrest van de afdeling administratie van de Raad van State.

Artikel 53

Deze bepaling schrijft voor dat voor de leden van het operationeel personeel om de twee jaar fysieke testen worden georganiseerd in het kader van hun evaluatie.

Uit de nota die is opgesteld voor de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering blijkt duidelijk dat met deze tests rekening wordt gehouden bij de bevorderingen, maar dat ze om de twee jaar worden georganiseerd in plaats van ze te houden op het tijdstip dat de bevorderingsexamens plaatsvinden.

Deze bepaling wijkt in zekere mate af van de genoemde koninklijke besluiten van 6 mei 1971 en 20 juli 1972, aangezien deze laatste voorzien in tests betreffende de lichamelijke geschiktheid, ofwel op het tijdstip van de aanwerving, ofwel op het tijdstip van de bevorderingen.

Deze bepaling moet bijgevolg worden herzien om zich te schikken naar de genoemde federale regelgeving.

.../...

Titel III

Titel III van het ontwerp heeft betrekking op het administratief en technisch personeel van de brandweerdienst. De geneesheer en de instructeur lichamelijke opvoeding worden onder dit personeel gerekend.

Krachtens artikel 5 van het genoemde modelreglement omvat de brandweerdienst drie categorieën personeel : het operationeel personeel, het technisch en administratief personeel en het niet voltijds tewerkgesteld personeel, waarbij deze laatste categorie meer bepaald de officier-geneesheer en de instructeur lichamelijke opvoeding omvat.

In de artikelen 57 en 60 van het ontwerp wordt nader bepaald dat deze personen aangeworven worden na een vergelijkend wervingsexamen dat door het Vast Wervings-secretariaat wordt georganiseerd.

Deze aanwervingsmethode beantwoordt meer aan de vereisten van artikel 2 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, aangezien de aanwerving in vast dienstverband de regel is. Er is dus in het onderhavige geval geen reden om artikel 5 van het genoemde modelreglement toe te passen.

De ontworpen bepalingen wijken echter in bepaalde opzichten ten onrechte af van de bepalingen die zijn vastgelegd in hoofdstuk IV van het genoemde koninklijk besluit van 20 juli 1972, dat gewijd is aan de officieren-geneesheren.

.../...

Zo stemt de graad die wordt vastgelegd in artikel 55 van het ontwerp niet overeen met de geldende graden. De wervingsvoorwaarden die vastgelegd zijn in artikel 56 van het ontwerp zijn niet helemaal dezelfde als die welke voorgeschreven zijn in artikel 35 van het genoemde koninklijk besluit van 20 juli 1972. De leeftijdsgrens genoemd in het ontworpen onderdeel 5°, is niet terug te vinden in de geldende federale regelgeving.

Deze bepaling moet tevens vermelden dat de sollicitant zijn burgerlijke en politieke rechten moet genieten, overeenkomstig artikel 1, § 3, 3°, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

Ook hier dient gezorgd te worden voor een grotere overeenstemming met de federale regelgeving en meer bepaald met de bepalingen van het genoemde koninklijk besluit van 20 juli 1972.

Wat betreft de opdrachten van de "geneesheer van de brandweerdienst", dient verwezen te worden naar artikel 21 van het genoemde modelreglement. De lijst met opdrachten die daarin is vastgelegd, is niet beperkend en kan door de gemeenteraden worden aangevuld.

Voor onderdeel 1° van artikel 58 van het ontwerp geldt dezelfde kritiek als die welke is gemaakt bij de ontworpen artikelen 2, 6°, en 3, derde lid, aangezien het geneeskundig onderzoek van de gegadigden voor de aanwerving overeenkomstig artikel 1, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes moet geschieden.

.../...

In onderdeel 2° krijgt de geneesheer als opdracht de coördinatie te verzorgen van de opleiding inzake dringende medische hulp.

Zoals is benadrukt bij artikel 12, 2°, van het ontwerp, mag deze coördinatieopdracht in geen geval interfereren met de opleiding waarin de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening voorziet, aangezien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest terzake geen enkele bevoegdheid heeft.

Met betrekking tot onderdeel 10° wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt bij artikel 53 van het ontwerp.

Artikel 62

Krachtens deze bepaling is het de taak van de "functioneel" bevoegde minister om een instelling aan te wijzen die nagaat of de afwezigheden wegens gezondheidsredenen gegrond zijn.

In artikel 21, 3°, van het genoemde modelreglement wordt echter de officier-geneesheer met zulk een opdracht belast.

De ontworpen tekst moet worden herzien.

.../...

Artikelen 63, 64 en 65

Deze bepalingen hebben betrekking op de onverenigbaarheden. Uit de nota die is opgesteld ten behoeve van de leden van de Regering blijkt dat :

"Waar federaal reeds lang de reglementaire onverenigbaarheid ter discussie staat, wordt op vraag van de betrokken partijen hiervan afgestapt. Het operationele personeelslid kan tegelijk als vrijwilliger in een openbare brandweerdienst fungeren of als vrijwilliger bij het Rode Kruis, op voorwaarde dat dit de goede werking van de Dienst niet in het gedrang brengt, en mits toestemming van de Korpschef.

Het is inderdaad ondenkbaar dat van de know-how en de professionaliteit van de Brusselse beroepsbrandweerman niet zou kunnen worden geprofiteerd, wanneer deze niet van dienst is. De Korpschef zal moeten waken over een strikte toepassing van deze bepaling."

Bepaalde ontworpen onverenigbaarheden stemmen overeen met de onverenigbaarheden die in artikel 26 van het modelreglement zijn vastgelegd, andere wijken daarvan af.

Deze bepalingen dienen dus te worden herzien in het licht van het genoemde artikel 26.

Artikelen 67 en 68

Wat de tuchtregeling betreft, dient niet het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut ten uitvoer te worden gelegd, maar de artikelen 30 tot 39 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

.../...

Deze bepalingen moeten dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 69

In deze bepaling staat dat "het personeel van de brandweerdienst (...) een tweetaligheidsvergoeding (geniet) volgens de modaliteiten zoals bepaald in de beraadslaging van de agglomeratieraad van 27 juni 1973".

Bij deze beraadslaging is eigenlijk alleen de berekeningswijze van de vergoeding bepaald en niet de voorwaarden voor de toekenning ervan.

Zowel het koninklijk besluit van 30 april 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel van de Rijksbesturen als de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 waarbij deze premie de ene keer aan het personeel van het Brussels Hoofdstedelijk Ministerie wordt toegekend, en de andere keer aan het personeel werkzaam bij sommige instellingen van openbaar nut, stellen de voorwaarden voor de toekenning van zulk een premie vast door te bepalen dat het bewijs moet worden geleverd van de kennis van de tweede taal en door de agenten op te leggen dat zij altijd in dienstactiviteit moeten zijn en een wedde moeten genieten.

Anderzijds moet het duidelijk zijn dat de voorwaarden waaronder deze premies worden toegekend niet, op welke manier dan ook, als gevolg mogen hebben dat sommige brandweerlui dermate bevoordeeld worden dat er afbreuk zou worden gedaan aan de taalregeling die is vastgesteld in hoofd-

.../...

stuk V, afdeling I, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, welke regeling bij de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen van toepassing is gemaakt op de dienst voor brandweer en dringende medische hulp. De kennis van het Frans of het Nederlands, naar gelang van het geval, als tweede landstaal, mag echter niet, en ook niet de facto, omgezet worden in een benoemings- of bevorderingsvoorwaarde voor de brandweperlui.

De ontworpen bepaling moet worden herzien in het licht van de bovenstaande overwegingen.

Artikel 70

Deze bepaling zorgt voor de overgang tussen de vroegere en de nieuwe graden. Er wordt bijgevolg verwezen naar opmerking nr. 1, die gemaakt is bij artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 71

Er wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 51 van het ontwerp.

.../...

Artikel 74

Deze bepaling wijzigt artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 21 november 1991 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp om er de nieuwe graden in vast te leggen.

Ook hier wordt verwezen naar opmerking nr. 1, die gemaakt is bij artikel 2 van het ontwerp.

Onder voorbehoud van de opmerkingen die hierboven met betrekking tot de artikelen 70, 71 en 74 zijn gemaakt, valt bij de titels V (overgangsbepalingen) en VI (opheffings- en eindbepalingen (lees : slotbepalingen)) van het ontwerp het volgende op te merken :

1. De wijzigings- en opheffingsbepalingen (artikelen 72 tot 74 van het ontwerp, die de artikelen 70 tot 72 worden) dienen vóór de overgangsbepalingen te worden geplaatst en bijgevolg opgenomen te worden in een nieuwe titel V, met als opschrift "Wijzigings- en opheffingsbepalingen", waarbij titel V de artikelen 70 en 71 van het ontwerp samenbrengt en titel VI wordt, die de artikelen 73 en 74 omvat (1), en titel VI van het ontwerp de nieuwe titel VII wordt, met als opschrift "Slotbepalingen", waarin de artikelen 75 en 76 vervat zijn.

(1) De nummering moet worden herzien.

2. In artikel 72 van het ontwerp (dat artikel 71 wordt (1)), moeten alle uitdrukkelijke en nog geldende wijzigingen worden vermeld die in het voorlopig organiek reglement van de brandweerdienst van 16 januari 1974 zijn aangebracht.

3. Het zou juister zijn artikel 73 van het ontwerp (dat artikel 74 wordt) als volgt te stellen :

"Art. ... Artikel 24, eerste lid, tweede streepje, van het administratief statuut van het agglomeratiepersoneel, door de agglomeratieraad goedgekeurd tijdens zijn zitting van 20 juni 1973, en gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 maart 1990 en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 oktober 1993, wordt opgeheven.".

Slotopmerkingen

Op de Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik een en ander aan te merken. Die tekst zou daarom grondig moeten worden herzien.

Bij die herziening moet tevens het overdadig gebruik van hoofdletters worden weggewerkt. Zo is er geen aanleiding om de namen van graden (Brandweerman, Arbeids-geneesheer, Sectiechef, ...) met hoofdletter te schrijven. Hetzelfde geldt voor "de bevoegde Minister", "Huishoudelijk reglement", "Directieraad", enz.

(1) De nummering moet worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
Mme G. JOTTRAND, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door
Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN